

SNOPA*la*
cgt

Ouvriers des Parcs et Ateliers

Des techniciens exerçant des missions de sécurité et d'entretien du patrimoine sacrifiés par dogmatisme politique !

Grève du 5 décembre

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Après avoir attendu depuis 2013, les OPA¹ environ 1800 agents publics du MTES² exerçant des missions techniques dans le domaine routier, fluvial, maritime, aérien et au sein du réseau scientifique et technique dans les services de l'État (DIR, DIRM, DREAL DDTM)³, établissements publics (VNF, CEREMA)⁴ et également 250 en MADSLD⁵ (Collectivités Territoriales, Ministère des Armées et de l'Intérieur) ont vu s'ouvrir en 2019 un chantier d'évolution statutaire avec de nouvelles règles statutaires pour un avenir meilleur.

Après une dizaine d'années de gel de salaire et de blocage de leur régime indemnitaire, ce sont seulement quelques miettes de salaire qui leur sont servies sur une nouvelle grille de classification, qui n'est ni synonyme de prospérité, ni d'avancée sociale pour les OPA puisque sans autorisation de recrutement, ils sont condamnés à une gestion d'un corps mort, sans avenir.

Le Syndicat National CGT n'accepte pas et s'oppose avec force contre ce scénario de fin de vie, programmé par le MTES qui par de mesurette en mesurette, tente d'enterrer les OPA en attendant que le stock s'épuise.

Les suppressions de postes se cumulent d'année en année, légitimées par une administration appliquant une politique de baisse de moyens, de coupe budgétaire et de réduction d'effectifs.

Chaque départ à la retraite ou mobilité se termine par la suppression du poste avec comme conséquences une perte des missions techniques et de maîtrise publique.

C'est une véritable rupture du service public dans ses missions de sécurité de la république, de protection des usagers, de maintien du patrimoine, rendant les conditions de travail de plus en plus difficiles.

La solution du grand remplacement ciblée par le gouvernement passe d'une part par la contractualisation de nos missions techniques, facilitée par la récente publication de la loi de transformation de la fonction publique, et d'autre part, par un transfert de leurs missions de service public à un secteur privé avide de profits.

Le projet de réforme de retraite est présenté comme un système équitable par nos dirigeants. Tous les Français seraient sur la base d'une même formule pour calculer la retraite avec « 1 euro cotisé donne lieu aux mêmes droits pour tous ».

Mais que cache cette entourloupe ?

Pour les OPA, le nouveau système de retraite viendra amputer le niveau de pension des futurs retraités de l'ordre de 25 à 40%, niveau de pension déjà fortement réduit suite à une dizaine d'années de gel des salaires.

Il imposera aux salariés à travailler plus longtemps au-delà de 64 ans s'ils veulent une retraite équivalente à celle qu'il aurait eu auparavant à 62 ans.

Amputer de 25 à 40% la retraite des OPA dont le niveau de pension se situe à une encablure du SMIC après une vie de labeur est tout simplement du vol.

1 Ouvriers des Parcs et Ateliers

2 Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

3 Direction Inter-départementale des Routes, Direction Inter Régionale de la Mer, Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, Direction Départementale des Territoriales et de la Mer

4 Voies Navigables de France, Centre d'Études et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement

5 Mise à disposition sans limitation de durée



C'est ce qui se préfigure pour tous les salariés, ceux qui ont des revenus modestes, comme les femmes, les précaires, les chômeurs, les ouvriers, les jeunes.

Un gouvernement qui veut surtout tirer les droits sociaux de tous vers le bas ! Faire de la fin des régimes particuliers un enjeu central de la réforme sous prétexte de plus d'égalité pour tous est un leurre.

L'objectif du Gouvernement est de baisser le niveau des pensions à tel point que les jeunes générations se tourneront vers l'assurantiel ou vers d'autres formes de placements (à condition d'en avoir les moyens).

Il veut mettre fin aux statuts particuliers d'agents publics tels que les ouvriers d'Etat, les OPA qui exercent des missions techniques pour les livrer au secteur privé afin qu'il fasse encore plus de profits sur le dos du service public.

A l'heure où le patrimoine français est en difficulté, se débarrasser de ceux qui en assurent l'entretien et la sécurité est une hérésie !

Le Syndicat national OPA CGT s'oppose à la réforme des retraites qui sonnera le glas des statuts particuliers tels que les OPA

Il faut être en mesure de verser une pension d'un bon niveau à des agents qualifiés qui ont passé leur carrière pour le service public.

Pour cela, les salaires doivent augmenter : La retraite c'est une partie de notre salaire !

Nous ne sommes pas obligés de faire varier l'âge de départ à la retraite ! En partageant les richesses, en renforçant la protection sociale, il est possible d'assurer une retraite digne aux salariés !

Le Syndicat national OPA CGT appelle les OPA à se mobiliser dans la durée pour obliger :

- Le MTES à mettre en place une réforme statutaire permettant de recruter sous statut OPA et leur assurer un avenir et un meilleur niveau de salaire correspondant à leurs qualifications
- Le gouvernement à retirer son projet de réforme des retraites